

MIGRATIONS INTERNES AU BRÉSIL

ASPECTS RÉCENTS RELATIFS À LA GÉOGRAPHIE ET AU TRAVAIL

MAURICIO DE SOUZA SABADINI ET
RENATA COUTO MOREIRA *

Cet article étudie les tendances récentes des mouvements migratoires au Brésil, notamment en ce qui concerne les caractéristiques géographiques et du travail des migrants brésiliens. Les premiers changements ont été mis en évidence principalement dans les États qui, par tradition, attiraient et expulsaient les travailleurs, conformément à la stratégie capitaliste de recherche de nouveaux espaces d'accumulation. On constate l'insertion précaire des personnes représentatives du cadre familial et des conjoints des migrants brésiliens sur le marché du travail brésilien, avec des changements aussi bien dans les secteurs d'activité où ces derniers étaient principalement insérés que dans les aspects associés à la segmentation spatiale de ce marché.

Perçue initialement comme un processus de circulation de personnes entre des régions, États, pays ou villes, la migration est un phénomène qui fait partie de l'histoire de l'humanité. Elle acquiert des contours distincts en fonction du temps et de l'espace et évolue à partir des mutations du système économique. Souvent traitée comme une forme naturelle d'adaptation du marché du travail à la recherche d'un équilibre de salaire et de l'offre et de la demande d'emploi, la migration fait partie de la dynamique de l'accumulation capitaliste, où la force de travail, en tant que marchandise spécifique, unique et capable de produire une richesse, se déplace dans le temps et l'espace afin de survivre ou d'améliorer ses conditions de travail. Dans ce sens, le capital, dans un processus constant de valorisation de la valeur, exige et reproduit la marchandise qui garantit également sa survie, la force de travail. Celle-ci, à son tour, devient, en principe, dépendante de la dynamique transformatrice du capital.

* PROFESSEURS DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE ET DU PROGRAMME DE POST-GRADUATION EN POLITIQUE SOCIALE DE L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE D'ESPIRITO SANTO (UFES), BRÉSIL

Le mouvement spatial de la migration a profondément marqué le Brésil, de par son étendue territoriale et de ses fortes inégalités socio-économiques notamment. La formation économique du pays et son processus d'inégalité régionale ont entraîné les migrants à rechercher des « jours meilleurs » dans différentes régions de la fédération. La littérature de référence indique divers facteurs liés aux flux migratoires, tels que le chômage, de faibles revenus, l'attractivité locale, les inégalités régionales, la pauvreté, la criminalité, les conditions naturelles, des facteurs subjectifs et culturels... Indépendamment de cela, la migration, souvent présentée comme une « condition naturelle de l'homme », est un réflexe des transformations vécues par la société au cours des siècles. Ceci peut s'observer avec la constante modification du caractère migratoire inter et intrarégional au Brésil, soulignant le déplacement du processus migratoire du rural-urbain vers l'urbain-urbain. Si l'on prend en compte tous ces aspects, comme l'affirme Alfredo (2010), « migrer signifie être disponible pour déclencher le rapport capital-travail, ou mieux, la contradiction capital-travail ». Si, d'un côté, elle se présente comme une affirmation du travail, elle peut révéler, d'un autre côté, la crise du travail.

Face à cela, il est pertinent de s'interroger sur les caractéristiques de la migration interne au Brésil, en ayant comme objet le déplacement des travailleurs inter et intrarégions du pays ; sur l'origine et la destination de ces migrants ; sur le revenu moyen des travailleurs ; sur leurs secteurs d'activité économique ; sur leur position dans l'emploi ; et sur les durées moyennes de travail, d'étude et d'occupation principale. Une fois ces éléments énoncés, l'objectif de cet article sera de montrer les tendances qui ont marqué la trajectoire des migrants brésiliens sur une période récente de l'économie nationale, notamment pour ce qui est des caractéristiques relatives à la géographie et au travail. Pour cela, nous avons pris comme référence les microdonnées de la Recherche nationale par échantillons de domiciles (PNAD) de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) pour 1996, 2002 et 2009.

La justification de cette étude réside dans la nécessité de comprendre la dynamique spatiale des migrations récentes au Brésil, tout comme la forme d'insertion des travailleurs migrants sur le marché du travail. Cela veut dire qu'à partir des migrations, nous pouvons observer, d'une manière ou d'une autre, certaines transformations récentes du capital et du travail, exprimant celles (structurelles et conjoncturelles) de la sphère politique, économique et sociale du pays. En outre, en considérant l'étendue

territoriale du Brésil, le thème de la migration suit le dynamisme et l'immobilisme de certaines régions et certains États fédérés en fonction de la dynamique créatrice et destructrice du capital. Ce thème soulève des questions qui vont au-delà de l'aspect économique, et du cadre de notre étude, telles que les récentes manifestations contre l'entrée de migrants dans l'État de São Paulo, visant principalement les gens du Nord-Est brésilien, en les considérant comme des « migrants prédateurs » dont l'objectif serait de détruire l'identité culturelle de la région et de vider les caisses publiques. Ce travail est un « premier regard » sur ces travailleurs, le but étant que celui-ci se multiplie en d'autres études afin de mieux comprendre la migration au Brésil.

Accumulation de capital, espace et dynamique de la migration

À la différence de la plupart des études qui traitent du thème de la migration, nous présenterons une perspective de la critique de l'économie politique afin de comprendre les phénomènes du rapport capital-travail, en ayant comme support méthodologique la compréhension de l'essence du capitalisme à la recherche de nouvelles formes d'accumulation. Dans ses chapitres portant sur l'accumulation primitive et celle du capital, Marx (1984, p. 191) affirme que la « production de plus-value ou la création de l'excédent est la loi absolue de ce mode de production », où la recherche constante de création de richesse fait partie de l'essence du système qui possède, dans la marchandise force de travail, l'origine de la valeur. Séparée historiquement en tant que marchandise spécifique, dans un long processus historique de violence physique et d'exclusion, la force de travail exerce sa centralité dans la création de richesse. Cette dernière, à son tour, est absorbée par le capital, ne laissant en tout et pour tout aux travailleurs que leur salaire pour vivre ; en effet, ils ont été bannis de l'accès aux moyens de production. Ainsi, le processus de production capitaliste reproduit la séparation entre la force de travail et les conditions de travail [...] En réalité, « le travailleur appartient au capital avant de se vendre au capitaliste » (*ibid*, p. 161).

Plus en avant, Marx (1984) écrit : « placement de plus-value comme capital ou retransformation de plus-value en capital s'appelle accumulation de capital » (*ibid*, p. 163). « La reproduction de la force de travail, qui a besoin continuellement de s'incorporer au capital comme moyen de valorisation, [...] constitue en fait un moment de la reproduction même du capital. Accumulation du

capital est, ainsi, multiplication du prolétaire » (*ibid.*, p. 188). Dans les paragraphes précédents, notre attention est attirée par les deux affirmations de Marx que nous avons soulignées. Ce dernier suggère déjà que la marchandise force de travail surgit dans le processus historique de la construction capitaliste développant, dialectiquement, le rôle principal et secondaire dans le schéma de reproduction du capital. Principal, car elle a la fonction de créer de la valeur ; secondaire, car elle est subordonnée aux désirs du capital, étant dépendant de la dynamique de croissance, et aussi des crises, que le processus même d'accumulation produit et reproduit. Ainsi, travail et capital forment une totalité qui s'attire et s'oppose, avec cependant une caractéristique importante pour notre propos : si l'accumulation de capital est la multiplication de la force de travail, celle-ci, en même temps, impose, détermine les mouvements du travail dans la reproduction capitaliste.

Cela ne veut pas dire que le travail, comme catégorie « dominée » par le capital, ne soit pas capable de s'articuler pour résister au processus d'exploitation. La marchandise force de travail n'est pas passive. Une telle interprétation se révélerait de nature antidialectique, donc antimarxiste. Cela n'est pas le cas ici. Les grèves, les résistances de mouvements sociaux l'indiquent. Nous prétendons seulement montrer que le long processus historique d'accumulation, de concentration et de centralisation du capital, « [...] se présente, d'un côté, comme une concentration croissante des moyens de production et *de contrôle sur le travail* » (p. 196).

Dans ce débat sur l'utilisation de la force de travail, la logique du capital influe et entraîne également des transformations régionales et spatiales, où « l'apparition et l'évolution du capitalisme détermineront un processus permanent de redistribution des activités économiques dans l'espace » (Lemos, 1988, p. 218). L'espace, en ce sens, est lui aussi soumis aux désirs du capital, puisque sous la logique de la production de marchandises et tourné vers la reproduction des relations marchandes. Comme la dynamique intégrante et désintégrant du capital entraîne aussi une constante redistribution spatiale des activités économiques dans les espaces attractifs par leurs nouvelles possibilités d'accumulation, elle a des répercussions directes sur les mouvements migratoires. En effet, il existe une constante reconfiguration des espaces d'accumulation, même si, historiquement, ces *locus* d'accumulation sont centralisés dans des régions déterminées et dans des unités fédératives, comme c'est le cas au Brésil. Rien n'empêche naturellement que les possibilités d'expansion du capital avancent vers d'autres

espaces qui offrent fortuitement de nouvelles opportunités d'accumulation. Et c'est ce que nous observons constamment dans les délocalisations et créations d'unités productives, et dans la propre migration aussi qui modifie historiquement certaines de ses caractéristiques.

Le mouvement d'accumulation en soi est contradictoire, imparfait et disharmonieux. Comme l'affirme Harvey (2005, pp. 145-146), «les relations spatiales sont, de cette manière, sujettes à une transformation continue», où les crises sont inhérentes à la structure du capital, et «la cohérence régionale structurée, [...] tend à être détruite par de puissantes forces d'accumulation et de superaccumulation, de changement technologique et de lutte de classes. [...] la conséquence ne peut être qu'une instabilité chronique par rapport aux configurations régionales et spatiales» (*ibid*, p. 150). Ainsi, l'accumulation et la propre expansion capitaliste peuvent réorienter le capital, forçant la délocalisation vers d'autres lieux, exprimant une logique continue où le capitalisme «s'efforce de créer un paysage social et physique de sa propre image, et une exigence pour ses propres besoins à un moment donné, uniquement pour déchirer et détruire ce paysage à un moment ultérieur du temps. Les contradictions internes du capitalisme s'expriment à travers la formation et la reformation incessantes des paysages géographiques» (*ibid*).

C'est dans cette logique que la migration apparaît, exerçant sa fonctionnalité et provoquant des effets, positifs et négatifs, dans l'espace capitaliste de production. La dynamique de la migration surgit comme une forme sociale survenue du capital, et c'est ainsi que nous devons la comprendre si nous voulons dépasser l'apparence et révéler l'essence de son existence. Qu'elle soit une migration cyclique, noncyclique, temporaire, définitive, rurale-urbaine, urbaine-urbaine, chacune avec ses particularités propres, ses mouvements sont déterminés par la nature centralisatrice du capital qui se sert de la valeur d'usage de la force de travail pour générer de la richesse. Ainsi, la logique de l'accumulation capitaliste assujettit les relations sociales de production en fonction de ses objectifs. Dialectiquement, elle structure des espaces d'accumulation et en même temps produit d'autres espaces destructurés et périphériques. Parallèlement, surgissent des armées industrielles de réserve et d'actifs, où les files d'attente de chômeurs, de travailleurs informels, le *lumpemproletariat* et les migrants exercent leurs rôles dans la reproduction capitaliste. C'est dans cette discussion que doit être perçu, selon nous, le processus de migration.

Ébauche du débat sur la migration au Brésil

Il y a dans la littérature spécialisée diverses indications sur les changements historiques du processus migratoire au Brésil. De par la quantité des informations existantes, notre but n'est pas de les présenter de manière exhaustive, mais d'en souligner les plus importantes. Entre 1940 et 1960, période où il est difficile d'obtenir des statistiques, les données indiquent une concentration des flux migratoires dans les États de São Paulo (49%) et de Rio de Janeiro (38%). En effet, ayant pour destination des États plus urbanisés, les migrants se déplaçaient surtout des deux grands « réservoirs de force de travail » du pays, l'État de Minas Gerais et la région du Nord-Est, vers les régions dynamiques en termes de processus d'urbanisation. Dans les années 1950, 83% d'entre eux ont eu comme destination les États et la région cités, alors que 70% étaient originaires de Minas Gerais et du Nord-Est (Brito, 2000).

C'était le temps de la constitution du capitalisme industriel dans des espaces locaux spécifiques, représentés principalement par les régions Sud-Est et Sud, où le migrant des États périphériques « tentait sa chance ». Jusqu'aux années 1970, le débat sur la migration portait sur l'exode rural et la dichotomie modernisation agricole-industrialisation. À partir de la décennie 1970, plusieurs transformations intervinrent quant aux caractéristiques des flux migratoires : « Le Sud-Est qui était parvenu à un mouvement migratoire incluant 5 millions de personnes dans les années 70, réduisit ce nombre à 4,3 millions de 1981 à 1991 » (Baeninger, 2008, p. 1). Rio de Janeiro perdait la position de capitale du pays et Brasília devint un centre attractif pour les travailleurs migrants, alors que São Paulo maintenait son hégémonie avec une participation de 31% du total des migrants interétatiques. Dans les régions agricoles, il y eut une augmentation du nombre de migrants pour les régions Centre-Ouest et Nord, en fonction des nouvelles frontières agricoles d'occupation et d'accumulation. Quant à l'origine des migrants, le Nord-Est est resté le principal exportateur de force de travail, tandis que Minas Gerais a perdu environ 40% d'émigrants par son fort processus d'industrialisation (Brito, 2000, pp. 13-14).

La migration historique rurale-urbaine qui se vérifiait traditionnellement durant la période d'industrialisation lourde cédait graduellement la place à un processus qui, bien qu'inchangé en essence, différait dans sa forme. C'étaient les années 1980, caractérisées par un capitalisme en crise au niveau mondial et jusqu'au Brésil. À cette époque, on constatait déjà un processus

d'industrialisation plus mûr et la présence d'une réalité principalement urbaine dans des régions spécifiques du pays. À la place de la délocalisation rurale-urbaine qui caractérisait l'économie nationale, « on note une prédominance des flux dans le sens urbain-urbain et une réduction de l'exode rural, avec une perspective de croissance des villes moyennes. La croissance de l'agro-industrie, l'urbanisation de nouvelles frontières, les grands projets tournés vers les ressources naturelles ont créé au Brésil des alternatives différentes face à la situation des grandes métropoles » (Barcellos, 1995, p. 305).

Entre 1980 et 1991, le nombre de migrants vers l'État de São Paulo diminuait peu par rapport aux années 1970, mais on assista à un mouvement de départ des migrants de cet État, qui augmenta de presque 50 % (État « qui reçoit le plus de population et en expulse le plus »), indiquant « la grande migration de retour vers les grands réservoirs de force de travail ». Les 35 % des migrants qui sont partis de São Paulo avaient pour destination le Nord-Est et 20 % Minas Gerais (Brito, 2000, p. 21). La région métropolitaine de São Paulo a commencé à retenir moins de migrants, bien qu'elle soit restée l'entrée principale des « paulistas » (habitants de l'État de São Paulo), répartis dans d'autres lieux de l'intérieur de l'État et du pays. D'où cette autre caractéristique : « croissance de son émigration, marquée spécialement par le retour des migrants dans leur État de naissance » (Cunha et Dedecca, 2000, p. 98). Finalement, les années 1990 ont été marquées par des flux migratoires dont les distances étaient plus réduites.

Un certain nombre d'explications justifient ces mouvements, comme l'existence d'une décentralisation de l'activité productive, provoquant un effet de déconcentration régionale – sans réduction des inégalités régionales –, ou un meilleur accès aux informations démontrant la présence de déséconomies d'échelle et d'agglomération dans les grands centres urbains, du fait du manque d'opportunités de travail, de la violence urbaine, de plus grandes exigences d'insertion sur le marché du travail, des politiques publiques fragiles, entre autres, fonctionnant comme des contre-tendances aux flux migratoires vers les métropoles. D'après Baeninger (2008), la tendance de la migration inter-étatique dans le pays a diminué, passant de 5,2 millions en 1995-2000 à 4,6 millions en 1999-2004 et à 4,4 millions en 2001-2006. Cet auteur affirme que les migrations ont présenté à partir de 2000 de nouveaux contours : « le pays traverse une intense mobilité de population, avec une augmentation des zones de rotativité migratoire, [...] il n'y a déjà plus d'États caractérisés par une rétention migratoire ni d'États ayant une grande perte

migratoire» (*ibid*, p. 13). La question est de redéfinir des zones de rétention et de pertes migratoires: «de cette manière, les migrations au début des années 2000 redéfinissent leurs pôles, on représente davantage de zones de rétention de la migration qu'une tendance polarisatrice de long séjour» (*ibid*, p. 19). La redéfinition du processus migratoire dans les années 2000 a deux dimensions: la réversibilité des flux migratoires, caractérisée par les oscillations quantitatives d'émigration et d'immigration, et une plus courte durabilité des conditions de migration (*ibid*, p. 15).

Mais nous devons nous rappeler qu'indépendamment du différentiel historique du flux migratoire entre les régions brésiliennes, le processus d'attraction-répulsion de migrants entre régions brésiliennes fait partie d'une logique inhérente et déterminée par l'expansion du capital qui exerce un pouvoir sur le travail dans sa reconfiguration économique et spatiale. Savoir si São Paulo a attiré les travailleurs lors de ces dernières décennies est important sous divers aspects, tels que l'élaboration de politiques publiques locales ou la compréhension et le débat relatif à la concentration et la dispersion régionale et urbaine du pays. Mais, surtout, ces mouvements sont déterminés par la manière dont le capital cherche de nouveaux espaces d'accumulation et de concentration.

Le modèle migratoire a pour origine et destination la formule d'accumulation du cycle du capital: D-M-D'. S'il y a retour, une migration vers Minas Gerais, exportatrice traditionnelle de force de travail, c'est parce que de nouveaux espaces d'accumulation y surgissent en différentes zones, ou du fait de sa proximité avec le grand centre d'accumulation de São Paulo. Selon Carvalho et Brito (2006), «on ne peut pas méconnaître les changements sociaux et économiques dans les États d'origine qui [...] attirent ceux qui y sont retournés; par exemple, dans l'État du Minas Gerais, le développement industriel et celui de l'élevage de bétail dans le Triangle et le Sud, dans le Nord-Est, la croissance rapide des activités liées au tourisme, la délocalisation des usines situées auparavant dans le Centre-Sud et la présence de l'agriculture et de l'élevage modernes dans le "cerrado" do Piauí» (pp. 14-15). Dans certaines régions du pays, comme le Centre-Ouest et le Nord, le processus d'expansion de l'agro-industrie a contribué à ne pas freiner les flux migratoires inter-régionaux. Même si ce secteur possède une composition organique du capital élevé, l'agro-industrie a eu des effets sur les petits noyaux urbains en province.

La restructuration productive, même réduite à l'offre de travail, peut contribuer, dans des lieux spécifiques de l'arrière-

pays, à retenir les travailleurs par des contrats de sous-traitance de petites entreprises ou des contrats temporaires, et faciliter ainsi l'expansion industrielle au-delà des grandes métropoles. Ce processus a entraîné une déconcentration industrielle dans le pays qui, même si elle n'est pas consolidée, peut mettre en œuvre des mécanismes tels que des incitations fiscales offertes par les États et municipalités ou une force de travail meilleure marché et désarticulée en termes de représentation syndicale, augmentant la précarisation du travail en profitant des facilités de transport et de communication. Ainsi, la croissance du capital industriel et agro-industriel peut contribuer à dynamiser davantage de zones de l'arrière-pays, dans des noyaux urbains moyens, et à profiter de la force de travail qui vit dans les zones rurales proches. Ce processus augmente la diversité des migrations, avec des mouvements de retour, de courte distance, associés à la crise dans les grandes villes dont les offres d'emploi se réduisent, à la qualité des services publics médiocre, « en inversant la tendance directionnelle "classique" des flux migratoires » (Barcellos, 1995, p. 305).

Finalement, comme l'a bien résumé Baeninger (2008, p. 2), « au cours des cinquante dernières années du xx^e siècle, les migrations internes ont réorganisé la population sur le territoire national ». Les espaces d'accumulation du capital reproduisent de nouveaux mécanismes de production de richesse, tantôt en exploitant les conditions naturelles, tantôt en profitant de nouvelles frontières d'accumulation données par des mécanismes institutionnels à travers l'État capitaliste ou liés aux caractéristiques géographiques. C'est la raison pour laquelle les migrations au sein de l'économie brésilienne ont subi et subissent encore des modifications systémiques dans le temps.

Traitement des données

Dans cette étude, nous utilisons comme base de données les recherches nationales par échantillon de domicile (PNAD) relatives à 1996, 2002 et 2009, en prenant garde à la période de postconsolidation du plan Real (1994) et des politiques économiques néolibérales. Bien que cette base fournisse des informations importantes, certaines limites doivent être prises en compte dans l'analyse des résultats. La déclaration des revenus plus élevés ainsi que les aspects liés à la méthodologie de collecte des données peuvent conduire à une sous-estimation du revenu total déclaré par les personnes interviewées. Ayant comme base de référence une semaine spécifique, elle ne permet pas d'obtenir la variabilité des activités au cours de l'année. Il s'agit de séries

de découpages transversaux comprenant un même ensemble d'informations et pouvant se répercuter sur la proportion de travailleurs ayant les mêmes caractéristiques à différentes périodes, mais ne suivant pas un même groupe d'individus dans le temps (pseudopanel). En outre, les recherches du PNAD sont composées d'informations obtenues par échantillon complexe de données, regroupant stratification et conglomération, plusieurs niveaux de choix, outre les ajustements de poids échantillonnés pour l'étalonnage.

Le mouvement migratoire fait l'objet d'une étude, comme la sélection des personnes de référence de la famille et les conjoints qui ne sont pas nés dans l'unité de la fédération où ils résidaient durant la semaine de référence de l'étude. Il s'agit ainsi de variables de stock, dont les taux de variation dans le temps sont considérés comme des approximations raisonnables des divergences de flux de migrants entre les unités fédératives et les régions administratives. Ce point est traité par Cunha et Dedecca (2000) qui ont fait ressortir deux autres aspects importants du sujet. Le premier est la prudence dont il faut faire preuve lorsque l'on parle de migration à partir de données absolues, car le nombre de personnes qui migrent d'une unité géographique dépend de son stock de population; de même lorsqu'il s'agit des différences de revenus qui doivent être pondérés par les différents coûts de la vie. Le deuxième aspect est relatif aux « données qui ne réussissent qu'à donner des informations sur les migrants "survivants", c'est-à-dire qui n'avaient pas de nouveau émigrés » (*ibid*, p. 108), et restaient imprécises pour estimer le chiffre de la migration. La population analysée se chiffrait ainsi de 16 710 270 migrants en 1996, d'après l'extension d'un échantillon à 34 023 observations, à 20 226 488 en 2002, avec un échantillon de 44 094 observations, puis à 22 867 410 migrants en 2009, pour un échantillon de 46 629 personnes – d'où une tendance à la hausse au cours de ces années.

Migrations récentes au Brésil

Aspects géographiques

Examinons les immigrants se déclarant personnes de référence ou conjoints dans chaque région administrative. Le tableau 1 ébauche la distribution spatiale de ces derniers par rapport au total d'immigrants au Brésil.

La région Sud-Est, bien qu'elle continue à concentrer la plus grande part (près de 50%), comme dans la dynamique historique précédemment décrite, présente une tendance à la

Tableau 1 - Immigrants par région administrative de résidence* (en %)

	1996	2002	2009
Sud	14,9	15,1	15,0
Sud-Est	30,5	28,6	27,9
Nord	2,8	3,5	4,4
Nord-Est	43,8	45,7	45,2
Centre-Ouest	4,2	4,4	5,1
Total	96,2	97,3	97,6

Source : Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

baisse et révèle un mouvement de réorganisation spatiale du capital durant cette période, mettant en évidence la réduction de son pouvoir d'attraction. São Paulo se maintient, mais contrôle cette distribution de manière divergente, en concentrant de 36%, 35,4% et 33,9% tous les immigrants du Brésil respectivement en 1996, 2002 et 2009. Ces valeurs sont bien inférieures aux 49% correspondant à la moyenne de cet État entre 1940 et 1960 (la plus intense période de flux migratoires) présentés par Brito (2000). Dans le Sud, la diminution peut aussi être perçue dans les données. Mais certains indices montrent que ces flux commencent à se déplacer avec davantage d'intensité pour les régions Centre-Ouest et Nord, associées à l'expansion de la frontière agricole et agro-industrielle, aux modèles de production capitaliste plus développée. Le Nord-Est révèle également une légère augmentation de l'immigration entre 1996 et 2002, mais une réduction entre 2002 et 2009, cohérente avec la croissance rapide des activités de tourisme et la délocalisation de sites industriels du Centre-Sud. Le tableau 2 apporte des informations sur les régions d'origine de ce flux migratoire pour les années étudiées, notamment comment les émigrants sont distribués spatialement au Brésil.

Le Nord-Est conserve sa position de plus grand exportateur de force de travail du pays, avec près de 45% en moyenne de la proportion d'émigrants, malgré une légère chute de 2002 à 2009. Ce fait s'accorde avec l'analyse précédente du développement et le déplacement d'activités productives vers la région, attirant non

**Tableau 2 - Région administrative d'origine
ces migrants (émigration) * au Brésil (en %)**

	1996	2002	2009
Sud	14,9	15,1	15,0
Sud-Est	30,5	28,6	27,9
Nord	2,8	3,5	4,4
Nord-Est	43,8	45,7	45,2
Centre-Ouest	4,2	4,4	5,1
Total	96,2	97,3	97,6

Source : Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

seulement un flux d'immigrants, mais réduisant aussi le flux d'émigrants. Il est suivi du Sud-Est qui présente toutefois une réduction durant cette période, réduction ressentie dans l'État de Minas Gerais qui a concentré ces années-là respectivement 18,7%, 16,7% et 15,7% des émigrants de tout le pays, avec la même tendance décroissante perceptible. On associe à ce mouvement dans l'État de Minas Gerais la croissance du nombre d'immigrants correspondant à 6% du total d'immigrants brésiliens en 1996, à 4,3% en 2002 et 4,5% en 2009, traduisant que de nouveaux espaces d'accumulation surgissent dans des zones déterminées du Minas Gerais, amenant des répercussions de même sens sur les flux de travailleurs. Lorsque l'on regarde les chiffres de l'État en détail, ce reflux migratoire se superpose sur la contre-tendance de chute dans les États de Rio de Janeiro et São Paulo. Ce dernier État, représentant les pourcentages significatifs de 6,9%, 7,1% et 7,3% des émigrants brésiliens pour les années énoncées, renforce l'analyse de Cunha et Dedecca (2000) au sujet de la région métropolitaine de São Paulo.

Le Sud fournit également des quantités significatives d'émigrants, suivi dans l'ordre par le Centre-Ouest et le Nord, dont les tendances augmentent sur la période. Dans ces régions, néanmoins, les migrations intrarégionales (entre les États de la même région administrative) dominent toujours, totalisant en proportion d'émigrants de la région 42,1%, 39,6% et 40,2% vers le Sud en 1996, 2002 et 2009; 44,1%, 40,1% et 39,3% vers le Centre-Ouest; et 50,1%, 50,3% et 53,5% vers le Nord pour les mêmes années. On retrouve la même configuration pour le

Tableau 3 - Migrants à l'immigration et à l'émigration par États de la Fédération (en %)

Unités de la Fédération	Immigrants			Emigrants		
	1996	2002	2009	1996	2002	2009
Rondônia (RO)	1,9	1,8	2,5	0,07	0,1	0,2
Acre (AC)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Amazônia (AM)	0,8	1,1	1,5	0,4	0,4	0,5
Roraima (RR)	0,3	0,4	0,6	0,02	0,03	0,05
Pará (PA)	1,9	3,1	4,4	1,3	1,7	2,1
Amapá (AP)	0,3	0,4	0,4	0,07	0,06	0,1
Tocantins(TO)	1,3	1,3	1,3	0,6	0,8	1
Maranhão (MA)	2	2,2	1,8	2,8	4,1	5,3
Piauí (PI)	0,8	0,7	0,8	2,7	3,6	3,5
Ceará (CE)	0,9	1	1,2	6,3	6	5,9
Rio Grande Norte (RN)	0,7	0,8	0,8	2,2	2	1,7
Paraíba (PB)	0,7	0,7	0,7	5,4	5,2	4,7
Pernambuco (PE)	1,7	2	1,7	8,5	8,4	7,8
Alagoas (AL)	0,7	0,6	0,7	3	3	2,9
Sergipe (SE)	0,5	0,6	0,6	1,7	1,5	1,4
Bahia (BA)	2,5	2,7	2,9	10,8	11,5	11,7
Minas Gerais (MG)	3,6	4,3	4,5	18,7	16,7	15,7
Espírito Santo (ES)	1,8	2,1	2,1	2,4	2	2
Rio de Janeiro (RJ)	12,1	10,2	8,7	2,5	2,6	2,7
São Paulo (SP)	36	35,4	33,9	6,9	7,1	7,3
Paraná (PR)	9	7,3	6,5	7,4	8,5	8,5
Santa Catarina (SC)	2,5	2,9	3,4	2,8	2,7	2,5
Rio Grande do Sul (RS)	1,2	1,3	1,3	4,6	3,8	3,8
Mato Grosso do Sul (MS)	2,5	2,5	2,4	0,8	0,9	1
Mato Grosso (MT)	4,6	4,1	4,2	0,5	0,6	0,8
Goiás (GO)	4,2	5	5,3	2,5	2,3	2,5
Distrito Federal (DF)	3,8	4,1	4,3	0,2	0,5	0,7
Pays étranger	-	-	-	3,5	2,5	2,1

Source : Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

Sud-Est, qui a retenu 58,4%, 57% et 54,6% de ses émigrants. L'exception est le Nord-Est, qui reste prédominant en exportant de la force de travail vers les autres régions, notamment le Sud-Est, avec une part de 58,4%, 57,6% et 55% d'émigrants résidant dans le Sud-Est en 1996, 2002 et 2009. Observons ici le mouvement de déclin dans ce rapport, avec une augmentation concomitante d'émigrants résidant dans le Centre-Ouest de 11,1%, 11,9% et 13,2%, et dans le Nord de 6,9%, 8,5% et 11,7%, respectivement, mettant en évidence l'intensification de l'expansion de l'agro-industrie capitaliste de ces régions. Finalement, les deux régions du Nord-Est et du Sud-Est totalisent en moyenne près de 74% des émigrants brésiliens pour toutes ces années (73,1% pour 2009).

Au tableau 3, on perçoit ce mouvement de chute de l'immigration et d'augmentation de l'émigration vers les États qui attirent traditionnellement les travailleurs, comme São Paulo, Rio de Janeiro et Paraná. Ainsi, l'État de Rio de Janeiro, en particulier, est passé d'une concentration de 38% entre 1940 et 1960 en moyenne à 8,7% des immigrants en 2009. Cette divergence est assez raisonnable, même si l'on tient compte de la distinction entre les bases de données utilisées. L'inverse peut être vérifié dans les États qui furent historiquement les plus grands exportateurs de travailleurs, surtout Minas Gerais, Pernambuco, Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Mato Grosso et Mato Grosso do Sul. En effet, ils reflètent les modifications des flux migratoires qui ont déjà été perçues, dans une certaine mesure, par les variations de stocks concernés. L'État de Bahia déroge à cette règle, mais la participation commune de Minas Gerais et de la région Nord-Est concernant le nombre d'émigrants est passée d'une moyenne de 70% dans les années 1950 (Brito, 2000) à 60,6%, calculés pour l'année 2009 (tableau 3). Pour ce qui est des autres États des régions Nord, et particulièrement le Pará, outre Goiânia et le district fédéral dans le Centre-Ouest, on observe une hausse des deux stocks – malgré une diminution par rapport à la proportion d'émigrants.

Ces observations suggèrent la possibilité d'un processus de décentralisation spatiale de l'activité productive et le déplacement concomitant incessant de la force de travail qui a besoin de s'incorporer au capital comme moyen de valorisation, en provoquant un effet de déconcentration régionale – qui ne veut pas dire une réduction des inégalités régionales. Au contraire, c'est justement en exploitant ces inégalités que le capital décide de se déplacer, en provoquant cette contre-tendance à la stimulation migratoire vers les grandes métropoles. Dans le

même temps, la moindre attraction des métropoles peut refléter ses désajustements socio-économiques.

Aspects socio-économiques

Les informations fournies par le tableau 4 montrent dans quels secteurs d'activité les migrants brésiliens étudiés travaillaient au cours des dernières décennies. En premier lieu, les activités ménagères présentaient un accroissement significatif de 4,9% en 1996 à 10,7% en 2009. Ces travaux sont en grande partie réalisés par des femmes; d'où l'augmentation de la participation féminine parmi ces migrants (de 52% en 1996 à près de 54% en 2009), avec une différenciation de ces modifications de flux selon le sexe. Il s'agit d'un type d'activité caractérisée par de bas salaires (revenus de 484,50 reals en moyenne pour 2009) et peu de qualification professionnelle. Bien qu'elle soit en hausse, la moyenne d'années d'études des migrants brésiliens n'était que de 5,1 ans en 1996, 5,8 ans en 2002 et 6,8 ans en 2009—donc trop basse pour s'intégrer à une force de travail qualifiée. Autre point à souligner, la tendance à la réduction de la part relative des migrants dans le secteur agricole, lequel a cependant maintenu un pourcentage important par rapport au total des activités, avec une moyenne de 13%, mais un revenu moyen relativement bas (633,40 reals en 2009). Si la dynamique d'expansion de la frontière agricole a pu contribuer à celui de certains espaces d'accumulation en province, le processus de restructuration productive et l'intensification des équipements dans l'élevage bovin ont réduit dans le même temps la participation des migrants brésiliens dans ce type d'activité.

Parallèlement, l'industrie de transformation, secteur dont le revenu moyen s'élevait à 1 201,10 reals en 2009, a augmenté son importance dans l'offre de travail pour migrants de 8,5% en 1996 à 14,9% en 2009, stimulée par les effets positifs des bonds (faibles et instables) de croissance de ces dernières sur le marché du travail. Cette croissance, pour partie impulsée par une plus grande facilité d'accès au crédit, se vérifie dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, participant de façon plus significative à l'offre d'emplois pour les migrants: en 2009, 9,1% de ces derniers travaillaient dans cette activité, alors qu'ils n'étaient que 1,1% en 1996. Le secteur du commerce et de la réparation, l'un des plus grands espaces d'absorption de travailleurs migrants, a maintenu une participation élevée, démontrant que cette population occupe encore les secteurs à bas revenus et faibles qualifications.

Tableau 4 - Migrants* par activité économique (en %)

	1996	2002	2009
Agriculteurs	16,3	13,3	12,6
Activités industrielles	13,5	0,7	0,6
Industrie de transformation	8,5	14,3	14,9
Construction	1,1	9,5	9,1
Commerce et réparation	13,8	17,2	16,8
Logement et alimentation	23,4	5,0	5,0
Transport, stockage et communication	2,8	5,4	5,0
Administration publique	4,6	4,8	4,8
Education, santé et services sociaux	8,5	7,8	8,0
Activités ménagères	4,9	9,3	10,7
Autres services collectifs, sociaux et personnels	2,0	4,6	4,2
Autres activités		7,4	7,6
Activités mal définies		0,1	0,0
Total	99,4	99,4	99,3

Source : Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

Bien que les microdonnées du PNAD et les informations de la recherche mensuelle de l'emploi (PME) de l'IBGE aient des méthodologies différentes, nous les utiliserons ici dans l'intention de vérifier s'il existe une homogénéité des degrés de régularité ou d'irrégularité des travailleurs migrants et des autres composantes des PME. Nous traitons de l'informalité à partir de l'analyse contractuelle, malgré les limites des évaluations. Ainsi, nous définissons le travailleur informel comme l'employé non déclaré (sans carte de travail signée) ou à son propre compte. Les données 2009 de PME-IBGE indiquent que 37,7% des travailleurs interviewés sont en situation informelle, alors que, d'après le PNAD, les personnes de référence et leurs conjoints migrants qui exerçaient ce type d'activité la même année ont totalisé 42,3%, soit 4,6 points de pourcentage de plus (tableau 5). Les migrants ayant un travail informel perçoivent les revenus moyens les plus faibles, de 756,21 reals pour les salariés non déclarés et 981,35 reals pour les travailleurs à leur compte. Soulignons également l'augmentation du total de travailleurs non déclarés entre 1996 et 2002, puis, peu après, une légère réduction de 1,8 point du pourcentage entre 2002 et 2009 associée à la hausse générale du degré de formalisation des emplois, confirmée avec

une régularité passée de 34,7% en 1996 à 40,2% en 2009. En ce qui concerne les variables des travailleurs migrants déclarés (avec carte de travail) par secteur, on observe qu'en 2009, les activités les plus convoitées sont celles de l'industrie de transformation (23,1%) et du commerce (16,9%).

Tableau 5 - Migrants* par position dans l'emploi (en %)

	1996	2002	2009
Employés déclarés	34,70	34,90	40,20
Fonctionnaires ou militaires	7,00	6,40	6,70
Employés non déclarés	18,90	21,10	19,30
Travailleurs pour compte propre	26,80	25,90	23,00
Employés	5,20	5,60	5,40
Non rémunérés	3,20	2,70	2,10
Travailleurs dans la production auto-consommée	0,40	0,20	2,90
Travailleurs dans la production à usage propre	3,40	2,80	0,01
Total	99,60	99,60	99,60

Source: Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

Le travail à son compte, noyau traditionnel de l'informalité, révèle une réduction au cours de ces années, mais se maintient avec une participation élevée et proche de 25% par an en moyenne. Finalement, les informations relatives à l'occupation des travailleurs migrants montrent que l'informalité apparaît également de manière significative dans la liste de travaux de ces individus, ce qui nous montre qu'une bonne partie d'entre eux ne sont pas couverts par le système de protection sociale et conduit ainsi à une insertion occupationnelle précarisée sur le marché du travail. Quand nous croisons les informations du travail des migrants par position dans l'emploi et la région administrative, on note que la plus grande part des salariés, représentant des relations capitalistes formalisées par le contrat de travail, se situe exactement dans les régions qui présentent une formation historique plus développée du point de vue du capital, Sud et Sud-Est (tableau 6 ci-après).

La part des migrants qui ont eu une activité professionnelle déclarée dans la région Sud a augmenté de 28,2% en 1996 à 41,8% en 2009. Dans la région Sud-Est, il y eut une diminution

Tableau 6 - Migrants* selon trois catégories d'occupation, par région (en %)

	1996	2002	2009
Employés déclarés			
S	28,2	33,5	41,8
SE	44,9	42,9	49,6
N	21,4	20,5	22,0
NE	18,4	19,9	25,8
CO	26,2	30,1	35,5
Employés non déclarés			
S	15,8	16,5	13,6
SE	18,3	20,4	18,8
N	23,0	25,3	21,7
NE	18,4	23,6	21,8
CO	22,0	22,8	21,0
A leur compte			
S	29,9	25,3	22,3
SE	23,8	24,0	20,6
N	28,7	30,5	29,1
NE	38,2	33,8	28,5
CO	24,4	23,9	21,8

Source : Notre élaboration d'après les microdonnées de PNAD.

* Uniquement les personnes de référence et leurs conjoints.

entre 1996 et 2002, mais une nouvelle augmentation en 2009, d'où une moyenne totale de 45% par an. On observe aussi une augmentation dans les régions Nord-Est (de 18,4% à 25,8%) et Centre-Ouest (26,2% à 35,5%), mais avec des pourcentages inférieurs. Dans ce sens, les relations contractuelles formelles et la possibilité d'insertion occupationnelle des migrants dans une activité qui leur fournisse les bénéfices d'une régularité se trouvent dans les espaces capitalistes de production qui ont une trajectoire d'accumulation consolidée. À l'inverse, les occupations informelles des travailleurs migrants, aussi bien pour les employés non déclarés que pour ceux qui travaillent à leur compte, indiquent un pourcentage plus élevé dans les régions où le capitalisme se trouve déphasé en ce qui concerne le développement de forces productives, à savoir le Nord et le Nord-Est. Dans ces régions,

le degré d'informalité (salarié non déclaré ou à son compte) a été de 50,3% puis 50,8%, en 2009.

Si l'on approfondit l'analyse par rapport aux indicateurs de précarité en ce qui concerne les horaires de travail, on s'aperçoit que la moyenne hebdomadaire pour les travailleurs actifs dans le pays a été de 41,8 heures en 2009, alors que la moyenne d'heures de travail des migrants brésiliens, qui était de 43,7 heures en 1996, est passée à 41,1 heures en 2009, ce qui diffère peu de l'étude précédente. Quant à la moyenne d'années dans l'activité principale des migrants analysés, on perçoit une rotativité plus faible entre 1996 et 2002, alors que la moyenne générale a été de 4,5, puis 7,6 ans. En 2009, la région Nord-Est a présenté la plus forte moyenne (10,3 ans), suivie des régions Sud et Nord (toutes deux comptabilisant 8,9 ans). Par activité économique, la surprise vient du secteur agricole, avec les moyennes les plus élevées en années pour les trois ans d'étude : 12,7, 12,0 et 12,7 ans.

Autre constatation importante, la tendance de réduction du nombre d'années de travail des migrants employés dans les travaux ménagers, qui a diminué de 10,4 ans en 1996 à 5,2 ans seulement en 2009. D'un autre côté, la moyenne du secteur des administrations est en hausse (de 7,2 ans en 1996 à 11,7 ans en 2009), tandis que l'industrie de transformation, le commerce et la réparation n'ont pas subi de modifications substantielles, avec 7,5 et 7,1 ans. En définitive, par position dans l'emploi, certains résultats attirent l'attention : la moyenne d'années dans le travail principal pour les migrants déclarés a été seulement de 5,8 ans en 1996, 5,5 ans en 2002 et 5,7 ans en 2009. En ce qui concerne les migrants non déclarés, deux situations apparaissent : pour les employés non déclarés, le temps moyen a été court (4,4, 4,3 puis 5,2 ans, respectivement). Quant aux migrants travaillant à leur compte, la moyenne d'années dans le travail principal a été plus longue, quelle que soit sa nature : 11,1, 10,4 et 11,5 ans, dans l'ordre.

Les informations sur les migrants au chômage montrent qu'en 2009, 87,8% d'entre eux n'ont pas travaillé au cours des 358 jours précédant l'étude, ce qui révèle leur difficulté de réinsertion sur le marché du travail. Les taux de chômage ouvert entre ces travailleurs ont eu tendance à croître entre 1996 et 2002 (de 3,9% à 5,5%), puis à décroître entre 2002 et 2009 (de 3,7%, davantage pour les femmes [6,8%] que pour les hommes [1,1%] en 2009).

Figure 1 - Principaux flux migratoires inter-régionaux au Brésil en 2009



Source: PNAD (2009).

Conclusion

La dynamique spatiale et son rapport avec le travail des migrants entraînent un mouvement incessant du capital et de la force de travail elle-même à travers la délocalisation des unités productives, attirées par les conditions naturelles d'une région et/ou des incitations institutionnelles. Le processus de déterritorialisation du capital se répercute ainsi sur la mobilité du travail des migrants. Dans la division territoriale du travail, surgissent historiquement les inégalités spatiales avec une croissance et une concentration de la richesse dans certaines régions et la pauvreté et la stagnation dans d'autres. Ce fut le

« modèle » régional et urbain constitué au Brésil, où la mobilité du travail, contrôlée par le capital, reproduit les inégalités locales, amenant au déplacement « forcé » des travailleurs à la recherche d'espaces de survie. Ce processus de migration, qui suit la propre dynamique capitaliste et la nouvelle division territoriale du travail, subit également des transformations au long de son histoire, à partir des changements dans la création d'emploi, la segmentation régionale et sectorielle du marché du travail—outre les aspects de discrimination mis en évidence dans cet article. Nous avons défendu l'idée que le déplacement des migrants brésiliens entre les régions du pays dépend de ce mouvement du capital à la recherche de nouveaux espaces de reproduction. De plus, les indications actuelles de reflux du mouvement migratoire vers des régions plus développées, telles que l'État de São Paulo, et l'établissement de ces derniers dans les régions traditionnellement fournisseuses de force de travail, comme le Minas Gerais et le Nord-Est, peuvent être transitoires ou non, selon la viabilité de ces espaces d'accumulation. En ce sens, nous sommes partiellement d'accord avec Brito (2000, p. 40) quand il dit que le flux migratoire vers São Paulo et les autres grands centres urbains ou les régions de frontière agricole « seront chaque fois moindres ». À notre avis, la continuité de cette tendance migratoire, bien qu'elle ait été visualisée dans les données exploitées, dépendra de nouveaux espaces d'accumulation et des conditions d'infrastructures existantes dans chaque région, indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un espace métropolitain ou non.

Les observations faites tout au long du texte indiquent une tendance au retour des migrants vers leur région d'origine et la réduction partielle des flux vers les grands centres urbains dans le Brésil actuel. Mais la continuité de cette dynamique est attelée à la croissance économique nationale, à la décision d'expansion et/ou de réorganisation du grand capital, qui a sa matrice installée dans les grandes régions métropolitaines du pays, et à ses stratégies compétitives (figure 1). Le flux migratoire s'ajustera et se consolidera dans le temps et l'espace selon la dynamique productive. Dans une économie comme celle du Brésil où les caractéristiques des migrants sont déterminées par les taux élevés d'informalité, par peu d'années d'études, par la pauvreté et l'exclusion provenant des propres inégalités régionales historiquement constituées dans le pays, ce que nous pouvons percevoir est une insertion précarisée du migrant sur le marché du travail national. Il nous reste néanmoins à analyser dans le détail comment le processus de restructuration productive actuelle modifie les formes d'insertion des travailleurs migrants dans la

production de marchandises. Pour cela, l'approfondissement des coupes régionales, dans une perspective de genre et de couleur, et des recherches directes à partir de visites et d'interviews sur le site d'entreprises délocalisées et restructurées seraient nécessaires pour mieux capter ces mouvements. Les relations migration-travail seraient alors mieux perceptibles, rendant possible un « deuxième regard » sur les migrations au Brésil.

Bibliographie

- ALFREDO A. (2010), Interview, *Journal du Campus*, septembre.
- BAENINGER R. (2008), Rotatividade migratória: um novo olhar para as migrações no século XXI. *Anais do XVI Encontro Nacional de Estudos Populacionais*, ABEP, Caxambú.
- BARCELLOST.M. (1995), Migrações internas: conceitos básicos frente à realidade da última década. *Ensaio FEE*, Porto Alegre, vol. 16, n° 1, pp. 296-309.
- BRITO F. (2009), « As migrações internas no Brasil: um ensaio sobre os desafios teóricos recentes ». *Anais do VI Encontro Nacional sobre Migrações*, Cedeplar/UFMG; (2000), Brasil, final de século: a transição para um novo padrão migratório? *Anais do XII Encontro Nacional de Estudos Populacionais da ABEP*, Caxambú.
- CARVALHO J.A. et F. BRITO (2006), « As migrações internas no Brasil: as novidades sugeridas pelos censos demográficos de 1991 e 2000 e pelas PNADs recentes ». *Anais do XV Encontro Nacional de Estudos Populacionais*, ABEP.
- CUNHA J.M. et C. DEDECCA (2000), « Migração e trabalho na região metropolitana de São Paulo nos anos 90: uma abordagem sem preconceito », *Revista Brasileira de Estudos da População*, vol. 17, n° 1/2.
- HARVEY D. (2005), *À produção capitalista do espaço*. São Paulo: Annablume.
- LEMOS M.B. (1988), *Espaço e capital: um estudo sobre a dinâmica centro x periferia*. Tese de doutoramento, UNICAMP.
- MARX K. (1984), *O Capital*. São Paulo: Abril Cultural, Os Economistas, livre I, tome 2.